

Y.NÉDÉLEC, PRÉSIDENT DU CNFPT, RÉAGIT À LA PROPOSITION DE C.ESTROSI DE SUPPRIMER LE CNFPT

15/10/2024

À la suite d'une réunion de maires du parti Horizons, dans un communiqué de presse inique, Christian Estrosi se réclamant porte-parole de ceux-ci, propose entre autres idées farfelues et dangereuses, la mise en place d'un système de bonus-malus des élus vertueux - qui déterminerait qui est vertueux et qui ne l'est pas ? sur quelle base ? - ou encore la suppression pure et simple du CNFPT, établissement public, déconcentré et paritaire de la formation, que je préside depuis avril 2024.

Dois-je rappeler au Maire de Nice que le CNFPT forme chaque année plus d'un million d'agents territoriaux ? Dois-je lui rappeler le rôle péréquateur et mutualisateur du CNFPT qui permet à toutes les collectivités pauvres ou riches, où qu'elles soient, quelles que soient leurs tailles, de former tous les agents sans distinction de grade ou de catégorie ?

Une fois de plus, les contempteurs des services publics se dévoilent : les communes riches - comme par exemple Nice - sont prêtes à sacrifier sur l'autel de soi-disant économies, le service public de la formation de nos quelques 1,9 millions d'agents territoriaux.

Sans le CNFPT, qui assurerait la formation de nos assistantes maternelles, de nos aides à domicile, des agents affectés à l'aide sociale à l'enfance, de nos secrétaires généraux de mairie, de nos policiers municipaux, de nos sapeurs-pompiers, ou encore des hommes et des femmes qui entretiennent nos espaces publics de nos personnels techniques dans nos écoles, collèges, lycées, de tous les agents publics qui accompagnent les élus locaux dans la mise en place de leurs actions, de toutes celles et ceux qui accueillent et accompagnent quotidiennement nos concitoyens dans nos mairies, dans nos intercommunalités, dans nos départements et nos régions, de toutes celles et tous ceux qui rendent le service public de proximité au jour le jour ?

Sous prétexte d'économie, il en coûterait 3 à 4 fois plus cher aux collectivités d'avoir recours au secteur privé pour former aux 240 métiers exercés par leurs agents, mission qu'accomplit aujourd'hui le CNFPT avec des taux de satisfaction frôlant les 90%, tant de la part des élus locaux que des agents publics.

Je tiens à rappeler que le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Le CNFPT, c'est l'établissement de toutes les collectivités territoriales, permettant la mutualisation et la péréquation des moyens de formations, et qui garantit la même qualité dans tous les territoires de la République et pour toutes et tous. Il est le service public du service public.

Le CNFPT a par ailleurs, depuis sa création en 1987, accompagné la décentralisation et permis la montée en puissance de celle-ci en formant une fonction publique territoriale de qualité qui permet aujourd'hui à nos collectivités d'assurer au jour le jour leurs missions au service de la population.

Aussi je demande au parti Horizons de bien vouloir éclaircir leur position : les déclarations de Christian Estrozi engagé-elles le parti et son chef Edouard Philippe ? Le CNFPT ayant un Conseil d'administration pluraliste dont plusieurs administrateurs sont membres de ce parti, tant pour eux que pour l'ensemble des élus locaux, il me semble important que les positions des uns et des autres soient clairement exprimées.

COMMUNIQUÉ

Assemblée des maires Horizons : Le sérieux budgétaire oui, l'austérité non !

Alors que l'examen du projet de loi de finances commencera cette semaine au Parlement, Christian Estrosi, maire de Nice, président de l'Assemblée des maires et vice-président d'Horizons, a réuni ce matin cette Assemblée pour une matinée de travail consacrée aux questions budgétaires.

À l'issue de cette réunion, Christian Estrosi a déclaré : « La première chose que je retiens c'est le grand sens des responsabilités des maires Horizons. Chacun s'est montré prêt à participer à l'effort national nécessaire pour rétablir les finances de notre pays.

Mais cet esprit de responsabilité s'accompagne d'une double exigence : un dialogue préalable et une durée limitée des efforts demandés. Pour cela, nous voulons que le Premier ministre et le Gouvernement nous écoutent et entendent nos propositions. Nous refusons le simple « coût de rabet ». Pour être compris, les efforts doivent avoir un sens et être soutenables.

Nous réclamons des réformes audacieuses pour réduire la dépense publique sans que cela ne vienne entraver le dynamisme économique de nos territoires et grever nos capacités d'investissement. La baisse unilatérale du Fonds de compensation de la TVA n'est pas la solution. Il faut mettre en place un système de bonus-malus qui distingue les élus vertueux des autres et qui protège de toute baisse les investissements en faveur de la transition écologique et de la sécurité des Françaises et des Français. Ouvrons le chantier de la suppression de certains organismes administratifs ainsi que du CNFPT qui représente à lui seul près de 1 % de notre masse salariale. Attaquons-nous au millefeuille des collectivités, véritable gisement d'économies potentielles à hauteur de 8 milliards d'euros.

Enfin, il est temps de rétablir l'équité entre l'Île-de-France et les autres régions au sujet du versement mobilité. Cela ouvrirait de nouvelles perspectives pour les collectivités territoriales.

»

Christian Estrosi et l'ensemble des maires Horizons demandent à Michel Barnier de bien vouloir leur accorder audience afin d'évoquer ces sujets et de lui soumettre leurs propositions concrètes.

